

À Lacq, le scandale sanitaire que couvrent élus et autorités

22 mars 2016 / [Michel Rodes](#)



Pendant plus d'un demi-siècle, les habitants de Lacq, dans le Béarn, ont été intoxiqués par l'exploitation des champs gaziers voisins. Une étude sanitaire a prouvé la surmortalité ainsi provoquée, explique l'auteur de cette tribune, mais les autorités refusent de poursuivre les recherches épidémiologiques.

*Michel Rodes est secrétaire de la **Sépanso Aquitaine**, la fédération régionale des associations de protection de la nature de la région Aquitaine.*

Lacq, au pied des Pyrénées, est une vaste vallée traversée par le gave de Pau. La région dans laquelle elle se situe, le Béarn, est souvent présentée comme un pays de cocagne : verts pâturages, vignoble de Jurançon, proximité de la montagne, de l'Espagne, de la mer. On est à 100 km de Biarritz.

Avec la mise en exploitation du gisement du gaz de Lacq, en 1959, le Béarn a été décrit comme un eldorado, une nouvelle Californie. L'argent coulait à flot et réveillait Pau, la ville du bon roi Henri IV. Ce fut le départ d'un mythe : celui de la compatibilité du passé rural et de l'industrie du futur. Une image s'est partout imposée : la paire de vaches béarnaises (emblèmes du blason local) creusant leur sillon, labourant devant les torchères et les derricks de pétrole.

La préfecture et les élus ont préféré cacher l'étude

L'envers du décor a été révélé dès 1960 par des photos de *Paris Match* : les enfants allaient à l'école de Lacq avec le masque à gaz en bandoulière. En cas de fuite du gaz brut, chargé de 16 % d'hydrogène sulfuré, c'était le masque ou la mort immédiate. La vaste usine de désulfuration, gérée par la SNPA (Société nationale des pétroles d'Aquitaine), puis par Elf et Total, crachait à l'époque environ 700 tonnes par jour de SO₂ (dioxyde de soufre), anhydride sulfureux.

En 2002, **une étude menée par l'Isped** (Institut de santé publique d'épidémiologie et de développement de la faculté de médecine de Bordeaux) portait précisément sur les dégâts sanitaires de cette période allant de 1968 à 1998. Les chercheurs de l'Institut arrivaient à des conclusions fort gênantes et la préfecture et les élus ont-ils préféré cacher l'étude. Les chercheurs aboutissaient en effet à conclure qu'il y avait 136 décès supplémentaires parmi les 1.124 recensés sur le bassin de Lacq sur trente et un ans. Certes, la Cour des comptes avait évoqué, dans son **référé d'avril 2015**, « *une surmortalité de 14 % chez les moins de 65 ans* ». Mais, aujourd'hui, le chiffre de 136 décès est révélé par la publication intégrale de l'étude.

C'est la [Sepanso-64](#), membre de France nature environnement, qui a pris cette initiative.



L'étude a été faite dans les règles de l'art et la Cour des comptes comme l'Institut national de veille sanitaire ont affirmé depuis longtemps qu'il fallait poursuivre les recherches sur cette surmortalité, qui touche des personnes jeunes.

Que sont devenus depuis 1998 (date à laquelle s'arrêtait l'étude) les 22.000 habitants de la zone touchée ? On peut penser que la surmortalité s'est prolongée, voire aggravée. Car c'est dans la dernière décennie étudiée que la surmortalité s'accélérait : une « *augmentation des cancers de l'appareil respiratoire de 34 % chez les moins de 65 ans par rapport à la zone non exposée n° 2* », avec « *un excès de mortalité de 56 % significatif au delà de 1990* ». Pour éviter toute erreur d'interprétation, la zone affectée a été comparée avec deux autres zones concentriques de 20.000 habitants chacune. En bref, il y a bien deux gradients : l'un d'aggravation dans le temps et l'autre dans l'espace. En effet, plus on s'approche des usines et plus les dégâts sanitaires sont

évidents.

L'Agence régionale de santé (ARS) ne s'est pas contentée de cacher l'existence de cette étude dans toutes les instances où siègent des associations, des syndicats ou des consommateurs. L'ARS a été plus loin : elle a dénigré l'étude de l'Isped devant le Haut Conseil de santé publique (HCSP) le 9 décembre 2009 avec des arguments scandaleux : « *Une étude épidémiologique avait été finalement écartée, la demande sociale étant inexistante, l'utilité discutable et le coût élevé* » ou encore « *le lancement d'une étude fait courir le risque, dès lors, de briser la paix sociale* ». Ces propos de l'ingénieur sanitaire sont en ligne sur le site du ministère [1].

La vérité est à portée de la main

La ministre de la Santé, Marisol Touraine, est aujourd'hui dans l'embarras. Elle ne répond que par des promesses bien vagues. Prolonger l'étude de l'Isped sur les dernières années représenterait deux mois de travail. Le système CepiDc-Inserm permet de détecter en 48 heures sur sa base de données l'effet d'une grippe ou d'une canicule. Toutes les causes de décès sont obligatoirement, immédiatement, informatisées, chiffrées, anonymisées, par commune, depuis 1968. La vérité est à portée de la main.



Quant aux élus, ils avaient reçu l'étude. Leur responsabilité est lourde, là aussi. Étoufferont-ils comme par le passé de nouvelles revendications ? Il faut préciser qu'aujourd'hui, il y a 23 usines chimiques classées Seveso dans l'ensemble du complexe de Lacq [2]. De nouvelles gênes respiratoires apparaissent, allant jusqu'au **bronchospasme** et à l'arrêt de travail. La collusion administration-élus-industriels est en cause. Jusque là, tout en proclamant en chœur qu'on avait une « *culture du risque industriel* », d'année en année, on s'est repassé le dossier brûlant du gaz de Lacq.

[1] Cf. l'audition de M. Noussitou, de la Ddass de Pau (64), p. 18 du **rapport du HCSP**.

[2] Le complexe regroupe quatre principales plateformes sur les communes de Mont, Lacq, Mourenx et Pardies.

Lire aussi • En France, la firme Arkema a émis quatre fois plus d'un tonneur d'ozone que ce qui est autorisé pour toute l'Europe

Source : Courriel à *Reporterre*

- *Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.*

- *Titre, chapô et inters sont de la rédaction.*

Photos :

. chapô : L'usine de Lacq au début des années 1980. [Flickr](#) (Philippe Roos/CC BY-SA 2.0)

. Rond-point : [Flickr](#) (Le Kizz/CC BY-NC 2.0)

. Usine la nuit : [Flickr](#) (lineup33/CC BY-NC-ND 2.0)

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/A-Lacq-le-scandale-sanitaire-que-couvrent-elus-et-autorites>